

LA CHRONIQUE DE... MICHEL GODET (*)

Rapport Attali : je prends le fusil !

Que penser de tout ce bruit autour du rapport Attali ? Les critiques sont rares, car les flèches assassines pleuvent sur ces imbéciles et ces frustrés qui osent protester et manquent d'imagination. Tant pis, je me risque, car, la prospective, c'est aussi le courage du bon sens. Ce rapport comprend beaucoup de choses nouvelles et intéressantes, malheureusement, ce ne sont pas les mêmes !

Ce qui est intéressant n'est pas nouveau : l'ouverture des professions fermées, comme les taxis, était dans le rapport Rueff-Armand en 1960. Je souscris à la « flexisécurité » du marché du travail (déjà en cours), à la suppression des freins à la mobilité, des limites d'âge pour la retraite, sans oublier l'émulation par la concurrence, en développant l'enseignement privé dans les quartiers sensibles et la rénovation de la représentation syndicale. D'accord aussi pour dénoncer les dangers du principe de précaution et ne pas distribuer plus de beurre tant qu'on n'a pas fabriqué plus de lait, car la dette sera payée par nos enfants. Cela fait des années que je milite en ce sens.

Problèmes d'intégration. En corollaire, ce qui est nouveau est souvent non fondé et même dangereux ! Vaut-on sérieusement créer dix Ecopolis de 50.000 habitants, alors que les villes nouvelles ont presque toutes été un échec de construction sociale ?

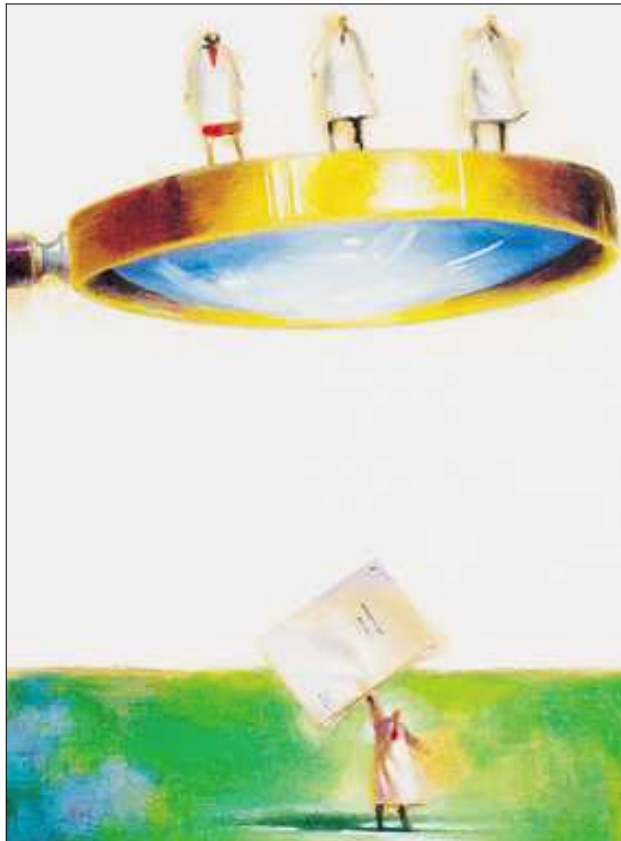
Comment prétendre relancer l'immigration massive sans poser la question des conditions d'intégration et de la répartition géographique des migrants ? Pour que le ciment prenne, il ne faut pas trop de sable ! 40 % des naissances en île-de-France sont d'origine immigrée. Comment réussir l'éducation d'enfants dans des écoles où sont concentrés tous les handicaps ? Les 20 % de jeunes qui ne maîtrisent pas les savoirs de base sont majoritairement issus des quartiers sensibles. Et la moitié d'entre eux se retrouve



CE QUI EST INTÉRESSANT N'EST PAS NOUVEAU : L'OUVERTURE DES PROFESSIONS FERMÉES, COMME LES TAXIS, ÉTAIT DANS LE RAPPORT RUEFF-ARMAND EN 1960.

au chômage, faute du savoir-être minimal pour être employable.

Quand j'entends, sur les ondes, Hervé Le Bras (le démographe de la commission) vanter les mérites de l'immigration de diplômés en disant que ce n'est pas un pillage puisque, chez eux, ils ont un taux de chômage supérieur à celui des non-diplômés, je m'insurge ! En France aussi, le



STOCK ILLUSTRATION SOURCE - DR

taux de chômage des bac + 4 est supérieur à celui des bac + 2 ! Nous avons surtout besoin de professionnels bien dans leur peau dans les métiers de services aux personnes et du bâtiment et non de frustrés et d'aigris de la course au diplôme. Quand le même Hervé Le Bras dit qu'il faut renoncer à la politique familiale du général de Gaulle (qui reste un modèle pour nos voisins soucieux de relancer leur fécondité) et prône le modèle britannique de politique sociale pour l'enfance, Alfred Sauvy doit se retourner dans sa tombe.

Aider la natalité. Je prends donc son vieux fusil pour m'opposer à la mise sous conditions de ressources des allocations familiales et défendre leur caractère universel. L'intégration des enfants des nouveaux migrants passe par le brassage avec ceux nés au pays. Permettons donc aux classes moyennes d'avoir les enfants qu'elles désirent. Aujourd'hui, l'arrivée d'un enfant se traduit par une baisse de niveau de vie de 10 % et (avec 1,5 enfant en moyenne) les employés renoncent souvent au deuxième ! Augmenter la TVA et la CSG qui ne tiennent pas compte de la taille des ménages (il n'y a pas de quotient familial pour la CSG) ne ferait que renforcer la paupérisation des familles avec enfants, dont nous avons tant besoin pour faciliter l'intégration et assurer les solidarités intergénérationnelles.

Enfin, il y a la fausse bonne idée de suppression des départements. Beau-

coup sont dynamiques et performants (la Vendée, la Mayenne, la Savoie), car à l'échelle des bassins de vie et des réalités géographiques. Il y a trop d'élus, soit : regroupons les communes qui le souhaitent et gardons l'échelon du canton pour envoyer un élu qui pourrait siéger à la fois au conseil général et au conseil régional (ce dernier serait l'équivalent d'un sénat régional). Il faudrait plutôt revoir la carte des régions et créer de nouveaux départements comme le Pays basque et une nouvelle région des pays de l'Adour. Aujourd'hui, Tarbes et Pau appartiennent à deux régions différentes, alors que quelques dizaines de kilomètres seulement les séparent et que rien ne justifie l'existence de deux aéroports. Mêmes questions concernant les Pays de la Loire : si Tours et Amboise en faisaient partie, comme nous y invite le fleuve, on aurait enfin concordance entre le nom de la région et la présence des fameux châteaux de la Loire !

Martelons le message : si les idées nouvelles du rapport Attali sont plutôt dangereuses, ce n'est pas pour autant qu'il faut rejeter les idées anciennes toujours intéressantes.

Dernière question impertinente : combien a coûté ce rapport ? Il n'est pas interdit d'espérer qu'il en est du rapport Attali comme de ceux du Conseil d'analyse économique : ils sont écrits pour la patrie, les sciences et la gloire. ■

(*) Auteur du « Courage du bon sens », Odile Jacob, 2007.